



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CN.4/L.656/Add.3
20 juillet 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Cinquante-sixième session
Genève, 3 mai-4 juin et 5 juillet-6 août 2004

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION**

Rapporteur: M. Pedro COMISSÁRIO AFONSO

CHAPITRE VII

**RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE POUR LES CONSÉQUENCES
PRÉJUDICIALES DÉCOULANT D'ACTIVITÉS QUI NE SONT PAS
INTERDITES PAR LE DROIT INTERNATIONAL (RESPONSABILITÉ
INTERNATIONALE EN CAS DE PERTE CAUSÉE PAR UN DOMMAGE
TRANSFRONTIÈRE DÉCOULANT D'ACTIVITÉS DANGEREUSES)**

Additif

TABLE DES MATIÈRES

| | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|---|--------------------|-------------|
| C. Projet de principe adoptés par la Commission en première lecture (<i>suite</i>)..... | | |
| 2. Texte des projets de principe et commentaires y relatifs (<i>suite</i>) | | |

2. Texte des projets de principe et commentaires y relatifs (*suite*)

Principe 5

Mesures d'intervention

En vue de réduire au minimum tout dommage transfrontière résultant d'un événement lié aux activités entrant dans le champ d'application des présents projets de principe, les États, si nécessaire avec l'aide de l'exploitant, ou, le cas échéant, l'exploitant, devraient prendre des mesures d'intervention promptes et efficaces. Ces mesures comprennent la notification et, s'il y a lieu, la consultation sans délai de tous les États susceptibles d'être affectés ainsi que la coopération avec eux.

- 1) On ne dira jamais assez combien il importe d'intervenir une fois qu'un accident ou un incident s'est produit qui a causé un dommage significatif. En fait, ces mesures d'intervention sont nécessaires pour empêcher le dommage de se propager, et elles doivent être prises immédiatement. Dans la plupart des cas, elles le sont sans perdre le temps qu'il faudrait pour identifier le responsable, la cause ou la faute qui est à l'origine de l'événement. Le principe 5 assigne à l'État en question la responsabilité de déterminer comment de telles mesures doivent être prises et par qui – l'État lui-même, l'exploitant ou une autre personne ou entité à même d'intervenir. Si l'expression «les États, si nécessaire avec l'aide de l'exploitant, ou, le cas échéant, l'exploitant» n'implique aucun ordre dans l'intervention, il est raisonnable de supposer que dans la plupart des cas de dommage transfrontière c'est l'État qui aura le plus grand rôle. De fait, on n'insistera jamais trop sur l'existence, à la charge des États, d'une obligation générale de veiller à ce que les activités menées sous leur juridiction et leur contrôle ne causent pas de dommage transfrontière. De plus, l'État aura la possibilité d'assurer un remboursement des dépenses afférentes aux mesures d'intervention raisonnables qui ont été prises. Le libellé rend également compte des nuances diplomatiques qui, souvent, interviennent dans de tels cas. D'autre part, il ne vise pas à exclure la possibilité qu'un exploitant, notamment une société transnationale, intervienne en premier.
- 2) Il est aussi fréquent que les autorités de l'État réagissent immédiatement et évacuent les personnes affectées vers des lieux où elles seront en sûreté et fournissent immédiatement les secours d'urgence, médicaux et autres nécessaires. C'est pour cette raison que le principe reconnaît le rôle important que joue l'État s'agissant de prendre les mesures nécessaires en cas d'urgence, compte tenu du rôle qui est le sien de veiller en permanence au bien-être de la population et de protéger l'intérêt général.

- 3) Le rôle de l'État envisagé dans le présent principe complète celui que lui assignent les articles 16 et 17 du projet d'articles sur la prévention, qui traitent des obligations relevant de la «préparation aux situations d'urgence» et de la «notification d'une situation d'urgence»¹⁰⁸.
- 4) Le présent principe est toutefois distinct et va au-delà de ces dispositions. Il traite de la nécessité de prendre les mesures d'intervention nécessaires dans l'État d'origine lorsqu'un incident ayant causé un dommage est survenu, mais si possible avant que ce dommage n'acquiert le caractère de dommage transfrontière. L'État d'origine du dommage est censé, dans son propre intérêt, et même tenu, pour des «considérations élémentaires d'humanité»¹⁰⁹, de consulter les États susceptibles d'être affectés pour déterminer quelles sont les mesures d'intervention les plus aptes à prévenir ou réduire au minimum le dommage transfrontière¹¹⁰. Divers niveaux d'interaction peuvent être envisagés dans la seconde phrase du présent principe, à savoir la notification, la consultation et la coopération. On estime que le mot «prompte» est plus approprié pour la «notification» mais qu'il n'est peut-être pas totalement adapté à une situation d'urgence s'agissant de la «consultation» et de la «coopération», qui sont plus consensuelles, guidées par la bonne foi et habituellement mises en œuvre sur demande. On estime que l'expression «s'il y a

¹⁰⁸ Pour le texte et les commentaires des articles 16 et 17 du projet d'articles sur la prévention, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 10* (A/56/10), p. 463 à 465. Selon Birnie et Boyle, *International Law...* op. cit., p. 137, les obligations conventionnelles de disposer de plans d'urgence et d'intervenir en cas d'urgence due à la pollution doivent être considérées comme relevant de l'obligation de diligence de l'État s'agissant de contrôler les sources connues de dommages environnementaux. Les auteurs notent aussi, p. 136, qu'il «est légitime de considérer l'affaire du *Détroit de Corfou* comme établissant l'obligation de droit coutumier de notifier les risques connus de dommages environnementaux».

¹⁰⁹ Voir affaire du *Détroit de Corfou*, *CIJ Recueil* 1949, p. 22. Sur cette notion particulière relevant des «obligations ... fondées ... sur certains principes généraux et bien reconnus», distincts des sources traditionnelles du droit international énumérées à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice, voir Bruno Simma, «From Bilateralism to Community Interest in International Law», *Recueil des Cours*, vol. 250 (1994-VI), p. 291 et 292.

¹¹⁰ Sur l'obligation des États de s'avertir et de se consulter en vue de prendre les mesures appropriées pour atténuer le dommage, et pour un renvoi aux instruments juridiques pertinents y compris le Principe 18 de la Déclaration de Rio, la Convention de 1992 sur les effets transfrontières des accidents industriels, la Convention de 1992 sur la diversité biologique et le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (2000), les traités dans le domaine des accidents nucléaires et la Convention de l'AIEA sur la notification rapide d'un accident nucléaire (1986), voir Sands, *Principles* ... op. cit., p. 841 à 847.

lieu» répond adéquatement à ces nécessités et est suffisamment souple pour englober une large gamme de modes d'interaction en fonction des circonstances de chaque situation.

5) À l'inverse, les États risquant d'être affectés sont censés coopérer pleinement avec l'État d'origine. Il est entendu qu'il importe aussi que les États qui ont été ou peuvent être affectés par le dommage transfrontière prennent également des mesures d'intervention. Ces États devraient prendre les mesures qu'il est en leur pouvoir de prendre dans les zones relevant de leur juridiction pour contribuer à prévenir ou atténuer le dommage transfrontière. Il est essentiel qu'ils prennent de telles mesures non seulement dans l'intérêt général mais aussi pour permettre aux autorités et aux tribunaux compétents de considérer les demandes d'indemnisation et de remboursement des dépenses encourues à l'occasion des mesures d'intervention comme raisonnables¹¹¹.

6) Toute mesure que l'État prend face à la situation d'urgence créée par l'activité dangereuse ne confère cependant pas, et ne devrait pas conférer au rôle de l'exploitant un caractère secondaire ou supplétif. L'exploitant est également tenu d'être prêt à intervenir en cas d'urgence et de mettre de telles mesures en œuvre dès qu'un incident s'est produit. Il peut et doit apporter à l'État toute l'assistance dont celui-ci a besoin pour s'acquitter de ses responsabilités. En particulier, c'est l'exploitant qui est le mieux placé pour faire connaître les détails de l'incident, sa nature, le moment auquel il s'est produit et l'endroit exact où il s'est produit ainsi que les mesures que les parties susceptibles d'être affectées peuvent prendre pour réduire au minimum les conséquences du dommage¹¹². Si l'exploitant ne peut prendre les mesures d'intervention nécessaires, l'État d'origine doit prendre les dispositions voulues pour prendre de telles

¹¹¹ En général, pour ce qui est du caractère raisonnable comme critère applicable au calcul des dépenses pouvant être remboursées, voir Peter Wetterstein, «A Proprietary or Possessory Interest...» op. cit., p. 47 à 50.

¹¹² Les États sont tenus de fournir de tels détails en cas d'incident nucléaire. Voir l'article 2 de la Convention AIEA sur la notification. Ils doivent aussi fournir aux États susceptibles d'être affectés, par l'intermédiaire de l'AIEA, tous les renseignements nécessaires pour réduire au minimum les conséquences radiologiques. Sands, *Principles...*, op. cit., p. 845 et 846.

mesures¹¹³. Ce faisant, il peut solliciter l'assistance nécessaire et disponible auprès d'autres États ou des organisations internationales compétentes.

Principe 6

Recours internes et internationaux

1. Les États devraient prévoir des procédures appropriées pour garantir que l'indemnisation sera accordée en application du projet de principe 4 aux victimes de dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses.

2. Ces procédures peuvent comprendre le recours à des procédures internationales de règlement des réclamations rapides et entraînant le minimum de frais.

3. Dans la mesure nécessaire aux fins d'indemnisation en application du projet de principe 4, chaque État devrait s'assurer que ses mécanismes administratifs et judiciaires internes possèdent la compétence nécessaire et qu'ils offrent des recours effectifs aux victimes. Ces mécanismes ne devraient pas être moins rapides, adéquats et effectifs que ceux dont disposent ses nationaux, et devraient inclure un accès approprié à l'information nécessaire à leur mise en œuvre.

1) Le principe 6 indique les mesures nécessaires pour rendre opérationnel et réaliser l'objectif énoncé dans le principe 4. Le paragraphe 1 qui énonce l'obligation de prévoir des procédures appropriées pour garantir l'indemnisation s'applique à tous les États, à la différence du paragraphe 3, qui énonce des obligations à la charge de chaque État en particulier.

2) Le paragraphe 2 vise à préciser la nature des procédures en question. Il vise des «procédures internationales de règlement des réclamations». Plusieurs procédures pourraient être envisagées. Par exemple, les États pourraient, en cas de dommage transfrontière, négocier et arrêter de concert le montant de l'indemnisation¹¹⁴. Elles peuvent comprendre des commissions

¹¹³ Aux termes des articles 5 et 6 de la Directive 2004/35/CE de l'Union européenne, l'autorité compétente, désignée en application de l'article 13, peut obliger l'exploitant à prendre les mesures préventives ou les mesures de réparation nécessaires ou prendre de telles mesures elle-même si l'exploitant ne les prend pas ou ne peut être trouvé.

¹¹⁴ En réparation du dommage causé à des pêcheurs japonais par des essais nucléaires auxquels ils avaient procédé en 1954 près des Îles Marshall, les États-Unis ont versé au Japon 2 millions de dollars. Voir E. Margolis, «The Hydrogen Bomb Experiments and International Law», 64 *Yale Law Journal* (1995), p. 638 et 639. Pour une indemnisation similaire de 3 millions de

mixtes des réclamations, des négociations en vue du versement d'un montant forfaitaire, etc. L'élément international n'exclut pas, par exemple, que l'État d'origine puisse verser une contribution à l'État affecté afin que celui-ci procède à l'indemnisation dans le cadre d'une procédure interne de réclamations qu'il aura mise en place. De telles négociations ne doivent pas, sauf si on le souhaite, faire obstacle à des négociations entre l'État d'origine et les parties privées lésées ou entre ces parties et la personne responsable de l'activité ayant causé le dommage significatif. Une indemnisation forfaitaire peut être arrêtée dans le cadre soit d'une action en justice ou soit d'un règlement amiable¹¹⁵. Une indemnisation raisonnable pourrait être versée immédiatement aux victimes, à titre provisoire, en attendant une décision sur la recevabilité de la demande et la détermination du montant effectif de l'indemnisation due. Les

dollars canadiens versés par l'URSS au Canada à la suite de l'accident de Cosmos 954 en janvier 1978, voir *Principles...*, op. cit., p. 887. L'auteur note également que bien que plusieurs États européens aient versé une indemnisation à leurs nationaux au titre des dommages qu'ils avaient subis en raison de l'accident nucléaire de Tchernobyl, ces États n'ont pas essayé de présenter de demande d'indemnisation officielle, alors même qu'ils réservaient leur droit de le faire, *ibid.*, p. 886 à 889. On peut aussi citer les projets d'articles 21 et 22 adoptés par le Groupe de travail de la Commission en 1996. L'article 21 recommandait que l'État d'origine et les États affectés négocient à la demande de l'une des parties en ce qui concerne la nature et l'étendue de l'indemnisation et autres mesures de réparation. L'article 22 énonçait plusieurs facteurs que les États pouvaient souhaiter prendre en considération pour arriver à l'indemnisation la plus équitable. Pour le rapport du Groupe de travail de la Commission (1996), voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 10 (A/51/10)*, p. 264 à 359.

¹¹⁵ En ce qui concerne la catastrophe de Bhopal, le Gouvernement indien a tenté de regrouper les demandes d'indemnisation des victimes. Il a essayé d'obtenir une indemnisation en s'adressant d'abord aux tribunaux des États-Unis mais, pour motif de *forum non conveniens*, l'affaire a été portée devant la Cour suprême de l'Union indienne. La loi sur la catastrophe de Bhopal (instruction des demandes d'indemnisation) de 1985 a servi de fondement au regroupement des demandes d'indemnisation. Dans l'affaire *Union Carbide Corporation v. Union of India and others* (*All India Reports*, 1990 SC 273), la Cour suprême de l'Union indienne a rendu une ordonnance fixant le montant de l'indemnisation forfaitaire qui devait être versée. Union Carbide devait verser à l'Union indienne un montant forfaitaire de 470 millions de dollars des États-Unis en règlement intégral de toutes les réclamations, tous les droits et toutes les créances liés à la catastrophe de Bhopal ou découlant de celle-ci. La demande d'indemnisation originaire du Gouvernement indien était supérieure à un milliard de dollars.

commissions nationales des réclamations ou les commissions mixtes des réclamations établies à cette fin pourraient examiner les demandes et fixer le montant définitif de l'indemnisation¹¹⁶.

3) La Commission d'indemnisation des Nations Unies¹¹⁷ et le Tribunal des réclamations États-Unis-Iran¹¹⁸ peuvent constituer des modèles utiles pour certaines des procédures envisagées au paragraphe 2.

4) La Commission n'ignore pas combien il est coûteux de formuler des réclamations au plan international. Elle est également consciente du temps qu'il faut pour régler certaines de ces réclamations. La référence à des procédures rapides et entraînant le minimum de frais vise à refléter le désir de ne pas mettre à la charge de la victime une procédure longue et comparable à une action en justice ou des procédures pouvant avoir un caractère dissuasif. Il est entendu que ces procédures sont sans préjudice du droit des intéressés d'exercer d'autres recours dans le cadre du droit interne.

5) Le paragraphe 3 concerne les procédures internes. L'obligation a été mise à la charge de «chaque État» en particulier. Il s'agit d'une disposition consacrant l'égalité d'accès. Elle postule que le droit d'accès ne peut être exercé qu'une fois qu'un système approprié est en place pour l'exercice des droits individuels. La première phrase du paragraphe 3 traite donc de la compétence des mécanismes administratifs et judiciaires. Ces mécanismes devraient pouvoir connaître des demandes d'indemnisation concernant des activités entrant dans le champ d'application des présents articles. La première phrase vise aussi l'effectivité des recours eux-mêmes. Elle souligne qu'il importe d'éliminer les obstacles afin de garantir la participation

¹¹⁶ Voir l'indemnisation de 324 949 311 dollars versés en avril 2002 au peuple d'Enewatak en raison des dommages causés à ses terres par le programme nucléaire exécuté par les États-Unis entre 1946 et 1958.

¹¹⁷ Sur la procédure adoptée par la Commission d'indemnisation des Nations Unies, voir Mojtaba Kazazi, «Environmental Damage in the Practice of the UN Compensation Commission», dans Michael Bowman et Alan Boyle, *Environmental Damage...op. cit.*, p. 111 à 113.

¹¹⁸ La création du Tribunal des réclamations États-Unis-Iran a été l'une des mesures prises pour trouver une solution à la crise qui a affecté les relations entre la République islamique d'Iran et les États-Unis d'Amérique du fait de la détention, en novembre 1979, de 52 nationaux des États-Unis à l'ambassade des États-Unis à Téhéran, et le gel subséquent d'avoirs iraniens par les États-Unis d'Amérique. Voir www.iusct.org.

aux procédures et aux audiences administratives. La deuxième phrase porte sur deux aspects du droit à l'égalité d'accès. Elle souligne qu'il importe que les demandes d'indemnisation concernant des activités dangereuses soient tranchées sur la base de normes procédurales non discriminatoires. Et, deuxièmement, elle traite de l'égalité d'accès à l'information. L'adjectif «approprié» vise à indiquer que dans certaines circonstances l'accès à l'information ou la divulgation d'informations peuvent être refusés. Il est toutefois important que même dans de telles circonstances l'information soit facile à obtenir en ce qui concerne les exceptions applicables, les motifs de rejet, les procédures d'appel et les droits à acquitter, le cas échéant. Si possible, cette information devrait pouvoir être obtenue sans frais ou pour une somme minime.

6) Les procédures internes disponibles en cas de dommage transfrontière devraient être similaires à celles mises par l'État à la disposition de ses propres nationaux dans le cadre de son droit interne. On se souviendra que l'article 16 du projet d'articles sur la prévention met une obligation comparable à la charge des États s'agissant de la phase de la prévention durant laquelle ils sont tenus de gérer le risque avec la diligence voulue. On trouve, à l'article 32 de la Convention de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau à des fins autres que la navigation, une disposition comparable à partir du moment où le dommage est effectivement survenu malgré tous les efforts déployés pour le prévenir.

7) Le droit de recours est un principe fondé sur la non-discrimination et l'égalité d'accès aux recours internes. Malgré ses inconvénients, ce principe va au-delà de l'obligation faite aux États de satisfaire à une norme minimale d'efficacité s'agissant des recours ouverts aux demandeurs transfrontières pour ce qui est de l'accès à l'information et s'agissant d'assurer la coopération voulue entre les tribunaux et autorités nationales compétents de part et d'autre des frontières nationales. Ce principe est également reflété dans le Principe 10 de la Déclaration de Rio, et dans le Principe 23 de la Charte mondiale de la nature. Il est en outre de plus en plus consacré dans le droit constitutionnel interne de la protection de l'environnement¹¹⁹.

8) Le paragraphe 3 n'atténue pas ni ne résout les problèmes concernant la loi applicable, ce qui, étant donné la diversité et l'absence de consensus parmi les États, constitue un obstacle de

¹¹⁹ K. W. Cuperus et Alan E. Boyle, «Articles on Private Law Remedies for Transboundary Damage in International Watercourses», dans Rapport de la soixante-septième Conférence, Helsinki (Finlande), 1996, p. 406.

taille s'agissant d'offrir des recours judiciaires rapides, adéquats et effectifs aux victimes¹²⁰, en particulier si elles sont pauvres et ne sont pas assistées par un avocat spécialiste de la question. Malgré ces inconvénients, cette disposition constitue un pas dans la bonne direction et peut même être considérée comme essentielle. Les États pourraient faire avancer les choses en encourageant l'harmonisation des législations et en élargissant par voie d'accord ces accès et recours.

9) Dans le cadre de la Convention de Bruxelles de 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, des recours peuvent être ouverts devant les tribunaux d'une partie uniquement si: a) un dommage a été subi, b) l'exploitant a sa résidence habituelle sur le territoire de ladite partie ou c) l'exploitant y a son principal établissement commercial. L'article 19 de la Convention de Lugano de 1993, l'article 17 du Protocole de Bâle et l'article 13 du Protocole de Kiev prévoient un choix du for comparable.

Principe 7

Élaboration de régimes internationaux spéciaux

1. Les États devraient coopérer à l'élaboration, dans un cadre universel, régional ou bilatéral, d'accords internationaux appropriés établissant des arrangements concernant les mesures de prévention et d'intervention à appliquer pour des catégories particulières d'activités dangereuses ainsi que les dispositions à prendre en matière d'indemnisation et de sécurité financière.

2. Ces accords peuvent créer des fonds d'indemnisation financés par la branche d'activité et/ou par les États en vue d'apporter un complément d'indemnisation lorsque les ressources financières de l'exploitant, y compris les dispositions touchant sa sécurité financière, sont insuffisantes pour couvrir les pertes résultant d'un événement. De tels fonds peuvent être conçus pour compléter ou remplacer les fonds nationaux alimentés par la branche d'activité.

1) Le principe 7 correspond aux dispositions figurant dans le projet de principe 4, si ce n'est qu'elles opèrent au niveau international. Le paragraphe 1 engage les États à coopérer à l'élaboration, aux niveaux mondial, régional ou bilatéral, d'accords internationaux visant à établir des arrangements: aux fins de la prévention, en ce qui concerne les mesures d'intervention en cas d'accident pour des catégories particulières d'activités dangereuses afin de réduire le

¹²⁰ Ibid., p. 407.

dommage transfrontière au minimum et, enfin, aux fins de l'indemnisation et de la sécurité financière en vue de garantir une indemnisation prompte et adéquate.

2) Le paragraphe 2 encourage les États à coopérer à la création, au niveau international, de divers systèmes de sécurité financière sous la forme de fonds financés soit par la branche d'activité soit par les États en vue de garantir que les victimes d'un dommage transfrontière bénéficieront d'une indemnisation suffisante, prompte et adéquate. Le paragraphe 2 prend également acte du fait que, quoi que les États soient tenus de faire au niveau interne pour s'acquitter de leurs obligations en matière d'intervention et d'indemnisation, la certitude et la consistance de la pratique dans ce domaine requièrent aussi des arrangements internationaux. Ce principe souligne la nécessité pour les États de conclure des arrangements spécifiques en les adaptant aux circonstances particulières des diverses activités dangereuses. Il postule également qu'il y a, dans le régime de responsabilité pour les dommages transfrontières, plusieurs variables qu'il est préférable de laisser aux États ou à leur législation ou pratique nationales le soin de sélectionner ou de choisir, compte tenu de leurs besoins, situation politique et stade de développement économique particuliers. Des arrangements conclus sur une base régionale en ce qui concerne des catégories spécifiques d'activités dangereuses seront probablement plus productifs et durables s'agissant de protéger les intérêts de leurs nationaux, leur environnement et les ressources naturelles dont ils sont tributaires.

3) On se souviendra également que dès le début de l'étude, la Commission est partie de l'hypothèse que le but essentiel devait être «de favoriser l'établissement de régimes juridiques qui, sans recourir à l'interdiction, règlent l'exercice de toute activité perçue comme comportant des dangers importants, actuels ou éventuels, et ayant des effets transnationaux»¹²¹. Selon cette conception, le terme *liability* implique «ce qui est dû, une obligation (par opposition à un droit)»¹²², et il ne désigne donc pas seulement les conséquences d'une obligation, mais l'obligation elle-même, laquelle – comme la notion de *responsibility* – englobe les conséquences qui en découlent. Ainsi conçu, le sujet devait porter sur les responsabilités primaires des États,

¹²¹ *Annuaire ...* 1980, vol. II (Première partie), p. 246, rapport préliminaire, document A/CN.4/334, p. 246, par. 9.

¹²² *Ibid.*, par. 12.

tout en tenant compte «des intérêts légitimes et de facteurs multiples»¹²³. Il s'agissait en outre d'élaborer non seulement des principes de prévention dans le cadre d'une obligation de prudence raisonnable mais aussi d'instituer un régime adéquat et accepté d'indemnisation reflétant l'application des principes d'équité. Telle est la philosophie qui imprégnait l'ensemble du système, lequel est fort justement désigné comme un système d'«anticipations communes»¹²⁴ offrant aux États un «choix illimité de [...] solutions juridiques»¹²⁵.

Principe 8

Application

1. Chaque État devrait adopter toutes mesures législatives, réglementaires et administratives nécessaires à l'application des présents projets de principes.

2. Les présents projets de principes et les mesures d'application devraient être mis en œuvre sans aucune discrimination fondée, par exemple, sur la nationalité, le domicile ou la résidence.

3. Les États devraient coopérer pour appliquer les présents projets de principes conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international.

1) Le principe 8 énonce de nouveau ce qui était implicite dans les autres projets de principes, à savoir que chaque État devrait adopter des mesures législatives, réglementaires et administratives pour assurer l'application des projets de principes. Il vise à souligner l'importance de l'application au niveau national, par le biais de la législation interne, des normes ou obligations internationales acceptées par les États parties aux arrangements et accords

¹²³ Ibid., par. 38.

¹²⁴ Les «anticipations communes» sont celles qui a) «ont été exprimées dans la correspondance ou dans d'autres échanges entre les États concernés, ou, si nulle prévision n'a été exprimée de la sorte, b) [celles qui] peuvent être déduites de normes communes, législatives ou autres, ou de modes de comportement communs normalement observés par les États concernés ou dans tout groupement régional ou autre auxquels lesdits États appartiennent, ou parmi la communauté internationale». Ébauche de plan, sect. 4, par. 4. Sur la nature des «anticipations communes», Barboza expliquait qu'elles «sont dans une certaine mesure sources de droits». «On le voit par exemple à travers l'application du principe de la bonne foi, à travers l'*estoppel* ou à travers ce que l'on a coutume d'appeler dans certains systèmes juridiques la théorie du comportement raisonnable.» Voir deuxième rapport sur le sujet de la responsabilité internationale, *Annuaire* ... 1986, vol. II (Première partie), document A/CN.4/402, par. 22.

¹²⁵ *Annuaire* ... 1980, vol. II, rapport préliminaire (Première partie), par. 48.

internationaux. Le paragraphe 2 souligne que les principes et toutes les dispositions adoptées pour leur application devraient être mis en œuvre sans aucune discrimination quelle qu'elle soit. Le mot «aucune» indique qu'aucune discrimination, quel qu'en soit le motif, n'est valide. Les références à la nationalité, au domicile et à la résidence ne sont que des exemples, encore qu'il s'agisse d'exemples fréquents et pertinents de motifs de discrimination dans le cadre du règlement des réclamations concernant les dommages transfrontières. Le paragraphe 3 est une clause générale, aux termes de laquelle les États devraient coopérer pour appliquer les projets de principes conformément aux obligations que le droit international met à leur charge.

2) Cette disposition est calquée sur l'article 8 du Protocole de Kiev. L'importance des mécanismes d'application ne peut être surestimée. Du point de vue du droit international général et conventionnel, elle opère sur le plan international pour l'essentiel entre les États et elle doit être mise en œuvre au niveau national au moyen de techniques internes spécifiques – constitutionnelles, législatives et autres. L'article 26 de la Convention de Vienne sur le droit des traités énonce le principe fondamental *pacta sunt servanda*. L'article 27 du même instrument rappelle le principe bien connu selon lequel les États ne peuvent invoquer les dispositions de leur droit interne ou les lacunes de ce droit comme justifiant la non exécution de leurs obligations conventionnelles¹²⁶. Il est important que les États adoptent une législation interne adaptée pour appliquer les principes, afin que les victimes de dommages transfrontières ne soient pas laissées sans recours adéquats.

¹²⁶ Anthony Aust, Modern Treaty Law and Practice (Cambridge 2000), ch. 10, p. 141. Sur l'exécution des décisions internationales au niveau national la doctrine est abondante qui traite de l'expérience des différents pays. Voir Nations Unies, International Law: Collection of Essays (New York 1999) Ch. III, p. 165 à 221.